



**CCI FRANCE
MADAGASCAR**

L'ÉCO

de la semaine

06 au 12 Avril 2024

SOMMAIRE

Surveillance des pêches : La 62e mission de la Commission de l’océan Indien s’est achevée.....	2
Secteur bancaire : Tendances à la hausse des activités de crédit selon la Banque Centrale	2
Aménagement de Parcs solaires : Une autre série de cargaisons attendue pour le projet 50MW	3
La possession d’une voiture privée limitée à 6% de la population pour Antananarivo	3
Petites mines : La mise en place des zones d’encadrement miniers se poursuit	4
Consommation : Les prix des produits de première nécessité régressent	4
Madagascar – Rwanda: d’éventuelles collaborations dans le développement agricole	4
Plateforme de recherche: un moteur pour le développement économique	5
Filière vanille: la récolte s’annonce mitigée	5
Développement : Un regain de croissance économique attendu en Afrique	5
Code minier : Le décret d’application en discussion	6
Rapport de la Banque mondiale : Pauvreté persistante malgré la croissance économique	6
Produits hors norme : La vigilance des consommateurs mise à l’épreuve.....	7
Pôle stage Madagascar : plus de 200 jeunes bénéficiaires pour la 6e édition	8
Excellence aéroportuaire: Antananarivo et Nosy Be accrédités Niveau 2 de l’ACA.....	8
Internet par satellite : Starlink débarque	8
Trafic de métaux précieux : 450 grammes d’or pur saisis en ville	9
Madagascar-France : Un financement de 1,5 million d’euros	9
Recherches scientifiques : Le système aquaponique fait ses preuves	10
Bilan cent jours : L’ODOF tient le cap	10
Mobilité urbaine : Le secteur des transports en mutation	11
Société coopérative : Un nouveau dynamisme dans le secteur agricole	11
FMFP : Plus de 2 000 projets financés et 77 000 salariés formés en 5 ans	12
Marovoay : Plus de 7000 ha de périmètres irrigués réaménagés	12
SITLM: un carrefour d’opportunités économiques	13

Surveillance des pêches : La 62e mission de la Commission de l'océan Indien s'est achevée

VERO ANDRIANARISOA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 06 AVRIL 2024

Le chargé de mission de la Commission de l'océan Indien (COI) et le directeur général du ministère de la Pêche et de l'économie bleue, ont annoncé, jeudi, la fin de la mission de patrouille au gouverneur de la région Boeny, Mokhtar Andriantomanga, au bloc administratif à Ampsikina.

« La 62e mission régionale de surveillance des pêches a débuté en 2007, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan régional de surveillance des pêches (PRSP) dans le pays. Des inspecteurs de pêche issus des pays membres de la COI, à savoir les Seychelles, les Comores et Madagascar, ont participé à cette opération au niveau de nos eaux continentales. C'est un événement de coopération entre les pays membres de la COI ainsi que le bailleur de fonds», explique Marc Maminiaina, chargé de mission de la Commission de l'océan Indien. Il précise que c'est « une mission de dissuasion et de prévention, et des résultats ont été obtenus dans notre zone ». La mission se poursuit, puisque la raison d'être de cette structure se résume aux activités de lutte contre la pêche illicite et illégale. «La patrouille régionale est l'une de ses missions. Le PRSP est un mécanisme d'opération régional. Des échanges d'informations et de renforcement de capacité au niveau

des surveillances de pêches ont eu lieu ». Le chargé de mission de la Commission de l'océan Indien indique que la coopération ne se limite pas aux seuls membres de la COI, elle s'étend aussi au niveau continental. « Des pays comme le Kenya, le Mozambique, la Tanzanie et la Somalie, dernièrement intégrée, ont rejoint cette activité de PRSP de cette organisation gouvernementale de l'océan Indien. Nous avons réussi à mobiliser des inspecteurs de ces pays membres. Le bateau de surveillance de pêche malgache à Toamasina, 'Antsantsa', a été mobilisé pour la 62e patrouille», termine-t-il. La mobilisation du bateau a coûté très cher, soit dix mille euros par jour. L'Union européenne a participé au financement de cette opération de PRSP. « Nous sommes reconnaissants de cette initiative. En tant qu'administrateur en chef de la région Boeny, j'ai le devoir de toujours penser à protéger ses richesses, qu'elles soient terrestres ou maritimes. L'objectif est de préserver les ressources nécessaires au développement de la région et l'héritage à léguer aux prochaines générations. Il en va de même pour la protection de l'environnement et de la forêt, réalisée chaque jour avec nos techniciens et partenaires. Que la patrouille continue », conclut le gouverneur.

Secteur bancaire : Tendances à la hausse des activités de crédit selon la Banque Centrale

R.EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 06 AVRIL 2024

Malgré les incertitudes, les banques ont bouclé l'année 2023, sous une note plutôt positive. À savoir, une hausse saisonnière des activités de crédit.

Le commerce reste encore et toujours le secteur privilégié des financements bancaires. Selon la dernière édition de l'enquête auprès du secteur publiée par la Banque Centrale de Madagascar « la priorité et la préférence des banques dans le financement resteront les entreprises du secteur de commerce ». Ce résultat de l'enquête concerne la prévision pour le premier trimestre 2024.



Aucune difficulté.

L'enquête sur le secteur bancaire table cependant sur la continuité des financements des entreprises du secteur des bâtiments et travaux publics (BTP) qui représenteraient 13,3% des crédits. Après ces deux secteurs, ce sont ceux de la distribution pétrolière, de l'agriculture et du transport sont prévues faire l'objet de plus de financement bancaire. Durant ce premier trimestre 2024, les banques enquêtées

ont déclaré n'avoir aucune difficulté face à une expansion soudaine des demandes de crédits. « Pour le premier trimestre 2024 et par rapport au quatrième trimestre 2023, les banques prévoient une poursuite de l'augmentation des activités de crédits. Les investissements, l'effectif des employés, les niveaux des taux d'intérêts moyens débiteurs et créditeurs ainsi que les charges salariales seraient également revus à la hausse ».

Contexte d'incertitude.

Au chapitre des bilans, les activités de crédit ont affiché une tendance à la hausse des demandes de prêts et de tirages sur les lignes de crédit durant le quatrième trimestre par rapport au troisième trimestre 2023. «Malgré une hausse des coûts d'exploitation entre le troisième et le quatrième trimestre, la majorité des banques ont affirmé avoir enregistré une augmentation de leurs bénéfices. En termes de taux d'intérêts, les banques ont estimé une revue à la hausse des taux moyens débiteurs et créditeurs. Les trois principaux facteurs limitant le développement des activités des banques ont été les incertitudes liées au contexte sociopolitique, les incertitudes liées à la conjoncture économique et les obligations vis-à-vis de la fiscalité ». Par ailleurs, le contexte d'incertitude sur la conjoncture économique, ont amené les banques à prioriser les risques à court terme. Ainsi, « les crédits à court terme sont prévus occuper une part de 66,7 % des crédits à allouer ».

Hausse saisonnière.

Malgré ces incertitudes, les banques ont bouclé l'année 2023, sous une note plutôt positive. À savoir, une hausse saisonnière des activités de crédit. En effet, les banques ont déclaré une hausse de la demande de prêts et des

tirages sur les lignes de crédit durant le quatrième trimestre par rapport au troisième trimestre. Malgré une hausse des coûts d'exploitation entre le troisième et le quatrième trimestre, la majorité des banques ont affirmé avoir enregistré une augmentation de leurs bénéfices. En termes de taux d'intérêts, les banques ont estimé une revue à la hausse des taux moyens débiteurs et créditeurs. Par ailleurs, les demandes de prêts et les tirages sur les lignes de crédit ont augmenté (soldes d'opinion de +83,5 % respectivement) pour le trimestre sous revue par rapport

au trimestre précédent. « Généralement comme chaque année, le quatrième trimestre est une période propice pendant laquelle les activités de crédit se développent le plus. Les encours des créances sur l'économie du quatrième trimestre par rapport au troisième trimestre ont enregistré une hausse de 3,2 %. En termes de valeur, cette variation a été de 342,9 milliards d'ariary et les encours de créances sur l'économie à fin décembre 2023 se sont élevés à 11 206,9 milliards d'ariary », précise l'enquête sur le secteur de la Banque Centrale.

Aménagement de Parcs solaires : Une autre série de cargaisons attendue pour le projet 50MW

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 06 AVRIL 2024

Le Ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures (MEH) a annoncé l'arrivée imminente d'une série de quatre cargaisons contenant des équipements et des matériaux destinés à l'aménagement de centrales solaires. L'arrivée de ces cargaisons pour le projet d'implantation de centrales de production électrique d'une capacité totale de 50 mégawatts (MW), représentent un pas significatif vers l'amélioration de l'accès à l'électricité dans le pays. Selon les informations fournies par le MEH, ces cargaisons, numérotées de la 9e à la 12e, sont attendues dans les prochains jours. Elles font partie de l'effort conjoint entre le gouvernement malgache et la Jirama pour mettre en œuvre des projets visant à fournir une énergie propre et

durable à travers le pays. Le projet vise spécifiquement à électrifier 47 districts malgaches, bénéficiant ainsi à des milliers de personnes qui, jusqu'à présent, n'ont pas accès à l'électricité. Lors du Conseil des ministres de cette semaine, il a été décidé que l'État prendrait en charge les droits et taxes liés à l'importation de ces équipements, démontrant ainsi l'engagement du Gouvernement envers le développement de l'infrastructure énergétique du pays. De plus, l'État a également annoncé qu'il couvrirait les droits et taxes pour l'importation de matériel technique nécessaire à l'électrification de Mananara et Sainte-Marie, dans le cadre d'un autre projet de la Jirama, bénéficiant d'un soutien financier belge, dans le cadre du projet FINEXPO.

La possession d'une voiture privée limitée à 6% de la population pour Antananarivo

| 24/24.MG | 06 AVRIL 2024

Une proportion qualifiée de « très faible ». La possession d'une voiture privée est encore généralement limitée à Madagascar. Pour Antananarivo, seuls 6% de sa population possèdent des voitures particulières, d'après ce qui est rapporté dans la Revue sur l'urbanisation de Madagascar, récemment publiée par la Banque mondiale. Des milliers de véhicules sont pourtant importés à Madagascar chaque année. La direction générale des douanes (DGD) rapporte par exemple 3 886 véhicules neufs mis à la consommation durant les dix premiers mois de 2023. Ce qui était inférieur aux 4 066 véhicules neufs mis à la consommation durant la même période de 2022. Et il faut également encore compter d'autres véhicules importés au pays. Dans une précédente étude effectuée par la Banque mondiale, ce sont les motos et les vélos qui sont les plus répandus à Antananarivo. Ceux qui possèdent des motos sont estimés à 17% de sa population si le taux est de 17% pour les vélos, avance ce document. Bien que la moitié des habitants du Grand Antananarivo marchent pour se rendre au travail, le « taxibe », minibus de transport en commun, est le moyen de transport le plus utilisé, avec environ 60 000 passagers par jour. Selon l'une des enquêtes auprès des ménages de la ville, environ la moitié des employés formels utilisent les minibus pour se rendre au travail. 37 % se rendent à leur lieu de travail à pied. Les travailleurs indépendants sont, pour leur part, plus



susceptibles de marcher. Les services de transport urbain sont par ailleurs pour la plupart « informels » et faiblement réglementés, souligne la Banque mondiale dans sa Revue sur l'urbanisation. « Les services de transport informels sont souvent surconcentrés là où la demande est forte, ce qui accroît les embouteillages dans les zones urbaines, tandis que les zones moins peuplées ou les banlieues éloignées ne sont pas desservies », explique cette institution de Bretton Woods. Or, le manque de coordination entre les deux autorités de régulation dans le Grand Antananarivo entraîne la duplication géographique des services de bus, ce qui ajoute à la congestion du trafic, expose-t-elle.

Petites mines : La mise en place des zones d'encadrement miniers se poursuit

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 08 AVRIL 2024

Les petits opérateurs se formalisent. La mise en place de zones d'encadrement minier se poursuit. Jusqu'à jeudi, la direction du ministère des Mines s'est déplacée dans les petites mines de la région d'Amoron'i Mania. Des petits exploitants de béryllium, de malachite ou encore de mica ont été sensibilisés aux différentes dispositions du code minier, en particulier celles qui portent sur la mise en place de ces petites zones d'encadrement afin que les opérateurs puissent entrer dans le cadre légal et tirer profit des exploitations. La création de zones d'encadrement permet de créer plus d'emplois dans une région, réduisant de facto l'insécurité et le banditisme. Les mesures de suivi de ces

aires spéciales dans l'exploitation minière nécessitent également un engagement des parties prenantes, des communautés locales aux autorités gouvernementales. Inscrite dans les nouvelles réformes du secteur minier, la professionnalisation des petits acteurs de ce domaine est une des pierres angulaires de la nouvelle stratégie de transparence du secteur extractif à Madagascar. L'établissement des zones d'encadrement des petits exploitants est justement décrit comme l'application de la loi sur la formalisation des activités minières. Les formalités à remplir pour adhérer à ce programme sont gratuites pour ceux qui veulent formaliser leurs activités.

Consommation : Les prix des produits de première nécessité régressent

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 08 AVRIL 2024

Les grossistes de la capitale indiquent que les prix des produits de première nécessité flanchent. Cela dépend néanmoins de plusieurs facteurs, notamment la saison et la conjoncture économique internationale.

Un répit pour les portefeuilles. Après une course frénétique vers les sommets, les prix du riz et des denrées de base (sucre, huile alimentaire et farine) commencent à baisser. Depuis quelques jours, le kilo de riz local se vend désormais à 2 500 ariary.



Le prix des semences, quant à lui, s'établit à 2 400 ariary. D'après les explications fournies par le ministère de l'Industrialisation et du Commerce, ainsi que les informations glanées auprès des grossistes et détaillants des marchés de la capitale, la période de la récolte contribue à juguler les prix sur le marché. Ainsi, les prix du riz importé ont chuté. Les coûts de cette céréale importée dépassaient parfois les 3 000 ariary le kilo ; ils sont redescendus à leur niveau d'avant. Selon le ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC), «la période des récoltes a également fait descendre les prix du riz importé. L'offre est supérieure à la demande». Selon Juliette Ranaivomanana, grossiste au

marché d'Anosibe, c'est la fin de la période de soudure et le début des récoltes. «Ce n'est plus le riz précoce (vary aloha) qui est acheminé vers les marchés, maintenant, c'est le riz de grande saison (vaky ambiaty) qui y est distribué. C'est ce qui fait diminuer les prix du riz», affirme-t-elle.

Disponibilité

Cette grossiste soutient également que les prix des autres produits de première nécessité ont également baissé. Depuis quelques mois, les prix de l'huile alimentaire se stabilisent. Le kilo de farine se vend entre 3 200 ariary et 4 000 ariary. Il en va de même pour l'huile alimentaire, qui se vend entre 9 000 et 13 000 ariary actuellement. Cela est dû au renforcement de la production locale avec l'implantation de minoteries et leur mise en fonction. Il y a également des huileries qui sont entrées en service dans le cadre du projet One District, One Factory du ministère de l'Industrialisation et du Commerce. La stratégie de l'État consiste à réduire la dépendance aux importations. Avancer vers l'autosuffisance alimentaire permettrait de juguler les prix et de renforcer la résilience des productions locales. Les grossistes concèdent néanmoins que les prix du sucre varient en fonction des saisons. À l'image du riz, c'est le même cas de figure pour la canne à sucre, dont la production est saisonnière. «Les usines sucrières dépendent de la disponibilité de cette matière première pour fonctionner. Cela contribue à augmenter les prix du sucre à un moment donné», explique Andry Randriamiramahefa, directeur du Commerce intérieur auprès du MIC. C'est la loi du marché, de l'offre et de la demande. Par ailleurs, une explosion des prix des denrées alimentaires joue bon gré mal gré sur le plan économique local, à l'instar de l'arrêt des exportations de riz indien. Cela a contribué à faire chanceler les prix de cette céréale sur le marché international. Madagascar n'a pas été épargné par les conséquences d'un coup semblable.

Madagascar – Rwanda: d'éventuelles collaborations dans le développement agricole

ARH. | LES NOUVELLES | 08 AVRIL 2024

Le secrétaire d'Etat rwandais chargé de l'Agriculture et de l'élevage, Eric Rwigamba et le ministre malgache de l'Agriculture et de l'élevage, Suzelin Ratohiarijaona se sont entretenus samedi dernier pour discuter des stratégies visant à renforcer le secteur agricole dans leurs pays respectifs. Cette rencontre fait partie de la visite de

la délégation malgache conduite par le président de la République malgache en terre rwandaise. Madagascar et le Rwanda partagent des similitudes dans leur dépendance à l'agriculture. Ce secteur s'affirme comme un socle dans le développement économique des deux nations. Et le succès du Rwanda en témoigne. En effet, 80 % des Malgaches

tirent leur subsistance de la production agricole, tandis que ce chiffre est de 69 % pour les Rwandais. Pourtant, les deux pays ont des objectifs différents en matière de sécurité alimentaire. Le Rwanda, ayant déjà atteint un niveau de sécurité alimentaire autour de 80%, dispose d'une stratégie bien définie pour promouvoir davantage ce secteur vital, tandis que Madagascar aspire à atteindre 100 % dans les cinq prochaines années. Ayant également fait partie de cette réunion bilatérale, Le secrétaire d'Etat rwandais chargé de l'Agriculture et de l'élevage, Eric Rwigamba, a souligné l'importance « d'adopter des techniques agricoles innovantes pour augmenter les rendements par hectare ». Il a de même mentionné l'expansion de la superficie cultivable et le soutien aux agriculteurs en équipements et techniques comme des priorités clés. « Cette approche a déjà porté ses fruits, avec l'agriculture contribuant à 28 % du produit intérieur brut (PIB) du Rwanda », a-t-on indiqué. Exploiter le potentiel agricole La réunion entre ces responsables ministériels a également permis un échange d'expériences. Madagascar, qui partage des similitudes avec le modèle

rwandais, envisage d'adopter certaines des meilleures pratiques observées au Rwanda pour stimuler son propre secteur agricole. Le gouvernement rwandais, de son côté, envisage de collaborer avec des investisseurs locaux pour exploiter le potentiel agricole de Madagascar, disposant encore de vastes terres inexploitées. La visite d'une usine de transformation de produits alimentaires, avec une visite d'usine de lait, de jus de fruits et d'eau potable à Kigali, a permis aux membres de la délégation malgache de se familiariser avec les pratiques et les technologies utilisées au Rwanda. Cette expérience pourrait inspirer des innovations similaires dans le secteur agroalimentaire à Madagascar. En supplément, la coopération entre les deux pays ne se limite pas seulement au secteur agricole. Outre les discussions sur l'agriculture, les ministres de l'Education des deux pays se sont également rencontrés pour échanger sur les systèmes éducatifs et les programmes en vigueur. Ils ont convenu d'explorer des opportunités de partenariat pour améliorer l'éducation au sein des deux pays, en s'appuyant sur les enseignements tirés de leurs échanges.

Plateforme de recherche: un moteur pour le développement économique

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 08 AVRIL 2024

« Mettre la recherche et l'innovation en tant que moteur essentiel du développement économique », ambitionne l'université d'Antananarivo. Dans cette optique, elle planifie de mettre en place une plateforme de recherche numérique collaborative et communautaire. Les 4 et 5 avril, s'est déroulé l'atelier participatif sur l'expression des besoins pour sa conception, à l'hôtel Panorama. Toutes les parties prenantes ont apporté leurs contributions, enseignants-chercheurs, chercheurs, représentants du secteur privé et des organisations de la société civile. A noter que, c'est le fruit d'une collaboration entre l'université d'Antananarivo

et l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur de Belgique (Ares) dans le cadre du deuxième programme d'appui institutionnel visant à soutenir la recherche. A titre de rappel, les résultats escomptés du deuxième programme d'appui institutionnel incluent le développement d'une plateforme de recherche numérique, renforcement des capacités des membres de l'université dans l'élaboration de projets, la formation en entrepreneuriat et la création de start-up, le renforcement de la qualité de la recherche et de la communication des résultats ainsi que la création d'un fonds pour la recherche.

Filière vanille: la récolte s'annonce mitigée

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 08 AVRIL 2024

Cette saison, une baisse de production de vanille est attendue suite aux dégâts causés par le cyclone Gamane dans la partie nord de la Grande île. « Le déluge pourrait réduire de moitié la récolte de la vanille » selon les explications de Georges Geeraerts, président du Syndicat des exportateurs de vanille des îles de l'Océan Indien, lors d'un échange avec l'agence de presse Bloomberg. Madagascar assure plus de 80% de la production mondiale, cependant cette baisse pourrait avoir des répercussions sur le cours de la vanille sur le marché international. « Dans une mauvaise année, la production est d'environ 1.500 tonnes, contre 2.000 à

2.500 dans une année normale » a indiqué le président du syndicat. Il a également mentionné le coût de la vanille, qui est actuellement aux environs de 60 dollars, par rapport à 250 dollars deux années auparavant. Si les consommateurs se préoccupent du prix qui pourrait flamber, « un retour à la normale est envisagé pour l'année prochaine » rassure-t-il. Quant au ministère de l'Industrialisation et du commerce (MIC), « dans un contexte où cette filière a été libéralisée, le ministère s'engage à soutenir les exportateurs sur les prix planchers » a expliqué notre source auprès de ce département.

Développement : Un regain de croissance économique attendu en Afrique

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 09 AVRIL 2024

Dans son rapport «Africa's Pulse», la Banque mondiale affirme que le taux de croissance en Afrique Subsaharienne devrait connaître une hausse cette année. Il en va de même pour la Grande île, mais celle-ci doit être soutenue par des politiques publiques efficaces.

De meilleures perspectives émergent, bien que fragiles et nécessitant un suivi attentif. La Banque mondiale vient de publier un rapport analytique sur la région subsaharienne de

l'Afrique, dont la Grande île fait partie. Selon les analyses de l'Africa's Pulse 2024, les prévisions de croissance pour cette région du monde devraient s'établir à 3,4% cette année. Il s'agit d'un rebond considérable après une année 2023 où la croissance économique dans cette région s'est établie à 2,5%, un taux faible caractérisé par une année économique perturbée par la flambée des prix à l'international et une inflation en hausse. Le cas de Madagascar illustre parfaitement cette situation, à l'instar de nombreux autres

pays. Les autorités du ministère de l'Économie et des Finances tablent sur des perspectives de croissance de 4,8% selon la loi de finances de 2024. Cette croissance sera soutenue par un regain d'investissements importants et une réduction des importations ainsi qu'une augmentation du capital industriel de la Grande Île, conformément à la Politique générale de l'État.

Résilience

Selon l'Africa's Pulse, cette année, la croissance économique en Afrique Subsaharienne sera également soutenue par une reprise de l'activité du secteur privé et une baisse de l'inflation. Cependant, la Banque mondiale souligne qu'il ne s'agit pas d'une garantie absolue ! Les soubresauts de la conjoncture internationale et les risques d'inflation ne sont pas encore derrière les pays africains, fortement dépendants des importations, notamment en produits pétroliers. Ainsi, cette croissance est qualifiée de «fragile». Toutefois, pour la soutenir, l'institution de Bretton Woods recommande des «Actions politiques transformatrices pour s'attaquer au problème profond des inégalités». Le ministère de l'Économie et des Finances avait déjà expliqué dans son projet de loi de finances pour 2024 que la croissance du pays serait «stimulée par la mise en vigueur de la nouvelle loi sur les investissements, du



nouveau code minier et la refonte du cadre réglementaire du secteur des télécommunications, avec un appui assuré du secteur touristique». La Banque mondiale prévient pourtant que «En dépit de ces prévisions d'accélération de la croissance, le rythme de l'expansion économique régionale reste inférieur aux taux de croissance enregistrés dans la décennie précédente (2000-2014) et insuffisant pour avoir un effet significatif sur la réduction de la pauvreté». Les politiques publiques devront ainsi faire preuve de résilience et de souplesse face aux contextes intérieurs et extérieurs pour soutenir cette croissance économique, tantôt spectaculaire, tantôt fragile pour cette année.

Code minier : Le décret d'application en discussion

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 09 AVRIL 2024

Les réformes du secteur minier, déjà engagées, doivent se poursuivre. Le Mining Business Center d'Ivato sera à nouveau le théâtre d'une série de consultations regroupant toutes les parties prenantes ce vendredi. Avec la loi portant sur les réformes du secteur minier promulguée, des ajustements doivent être entrepris et des points doivent être fixés. À travers tous les sujets à aborder, les parties prenantes essayeront de se concerter pour peaufiner les détails du prochain décret d'application de cette loi. Dans le code minier récemment révisé, plusieurs dispositions nécessitent un décret d'application, à commencer par les réglementations sur les droits et taxes spéciaux sur les produits miniers. Mais il y a également le point sur la gestion des ristournes minières à distiller dans chaque région. Dans un secteur minier dominé majoritairement par des activités informelles, le nouveau code minier, remplaçant

celui de 2005, est perçu par l'État comme une opportunité d'assainir le milieu, tout en donnant aux petits opérateurs la possibilité de profiter de leurs activités, sans négliger l'État. Il est adapté aux réalités du terrain ainsi qu'aux normes internationales requises. Dans une démarche inclusive, il est ainsi envisagé de glaner des investissements au profit du pays. Des analystes affirment également que les discussions devraient désormais se focaliser sur la manière dont le pays devrait allouer les ressources issues des activités extractives. Quoi qu'il en soit, les débats en fin de semaine s'annoncent mouvementés, mais proportionnels à l'envergure du nouveau code minier et de ses implications. C'est là que le débat sur des projets tels que la mise en place d'un fonds souverain ou encore l'opportunité ou non de contracter des financements adossés à des ressources naturelles prend toute son importance.

Rapport de la Banque mondiale : Pauvreté persistante malgré la croissance économique

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 09 AVRIL 2024

La Banque mondiale projette une croissance économique de 3,4% en Afrique pour l'année 2024, dans son dernier rapport intitulé « Africa's Pulse ». Malgré les progrès notables, les défis persistent pour réduire la pauvreté.

La croissance économique actuelle n'est ni suffisamment rapide, ni équitable pour réduire efficacement la pauvreté. C'est ce que la Banque mondiale indique dans son dernier rapport. D'après le document, des signes de reprise économique se dessinent en Afrique subsaharienne, soutenus par une augmentation de la consommation privée et une inflation en baisse. Cependant, cette reprise demeure

fragile en raison des conditions économiques mondiales incertaines, de l'augmentation des obligations de service de la dette, des catastrophes naturelles fréquentes et de l'escalade des conflits et de la violence, selon le rapport. La croissance devrait rebondir en 2024, passant d'un faible taux de 2,6% en 2023 à 3,4% en 2024 et 3,8% en 2025. Cependant, cette reprise reste précaire. Alors que l'inflation diminue dans la plupart des économies, passant d'une médiane de 7,1 à 5,1% en 2024, elle demeure élevée par rapport aux niveaux d'avant la pandémie de Covid-19. De plus, bien que la croissance de la dette publique ralentisse, plus de la moitié des gouvernements africains luttent contre



des problèmes de liquidité externe et font face à des charges de dette insoutenables.

Insuffisante

Les ressources externes pour répondre aux besoins de financement brut des Gouvernements africains se réduisent et celles disponibles sont plus coûteuses qu'avant la pandémie. L'instabilité politique et les tensions géopolitiques pèsent sur l'activité économique et peuvent limiter l'accès à la nourriture pour environ 105 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire en raison des conflits et des chocs climatiques. Le rapport souligne que, malgré le regain de croissance prévu, le rythme d'expansion économique dans la région reste inférieur au taux de croissance de la décennie précédente (2000-2014) et est insuffisant pour avoir un impact significatif sur la réduction de la pauvreté. De plus, la croissance économique réduit la pauvreté en Afrique subsaharienne moins que dans d'autres régions. « La croissance du PIB par habitant de 1% est associée à une réduction du taux de pauvreté extrême d'environ 1% dans la région, contre 2,5% en moyenne dans le reste du monde », a déclaré Andrew Dabalen, économiste

en chef de la Banque mondiale pour l'Afrique. « Dans un contexte de budgets gouvernementaux contraints, une réduction plus rapide de la pauvreté ne sera pas atteinte par la seule politique fiscale. Elle doit être soutenue par des politiques qui élargissent la capacité productive du secteur privé pour créer plus et de meilleurs emplois pour tous les segments de la société ».

Distribution de richesses

L'inégalité en Afrique subsaharienne est l'une des plus élevées au monde, après seulement la région d'Amérique latine et des Caraïbes, comme le mesure le coefficient de Gini moyen de la région. L'accès à des services de base tels que l'éducation ou les soins de santé reste très inégal malgré les améliorations récentes. Des disparités existent également dans l'accès aux marchés et aux activités génératrices de revenus, quelles que soient les compétences des personnes. Enfin, les impôts et les subventions mal ciblés peuvent avoir un impact disproportionné sur les pauvres. « L'inégalité en Afrique est largement due aux circonstances dans lesquelles un enfant naît et accentuée plus tard dans la vie par des obstacles à la participation productive aux marchés et des politiques fiscales régressives », a déclaré Gabriela Inchauste, co-auteur d'un prochain rapport de la Banque mondiale sur la lutte contre l'inégalité en Afrique subsaharienne. « Identifier et mieux aborder ces contraintes structurelles à travers l'économie offre une feuille de route pour un avenir plus prospère », a-t-elle soutenu. Bref, Africa's Pulse appelle à plusieurs actions politiques pour favoriser une croissance plus forte et plus équitable. Celles-ci incluent la restauration de la stabilité macro-économique, la promotion de la mobilité intergénérationnelle et le soutien à l'accès aux marchés.

Produits hors norme : La vigilance des consommateurs mise à l'épreuve

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 09 AVRIL 2024

Des produits périmés et hors norme ont été saisis à Morondava, dans le cadre d'une opération de contrôle menée par la Direction Régionale de l'Industrialisation et du Commerce (DRIC) de Menabe. Celle-ci a annoncé qu'une série de produits a été saisie sur le marché de Morondava. Parmi eux, des produits laitiers tels que du yaourt, du fromage, du beurre, et bien d'autres ont été découverts périmés, malgré leur présence sur les étagères. Le Ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC) a confirmé que des mesures immédiates ont été prises pour traiter cette situation préoccupante. En outre, d'autres articles tels que du café en poudre et des biscuits ont également été jugés hors norme, principalement en raison d'informations manquantes sur leurs étiquettes, selon les déclarations de la DRIC Menabe. Cet incident soulève des inquiétudes quant à la sécurité alimentaire et à la réglementation des produits sur le marché. Bien que les autorités compétentes aient agi rapidement pour retirer ces articles défectueux, la possibilité de falsification des informations sur les emballages reste un



sujet de préoccupation. Dans sa communication, le MIC a insisté sur l'importance de la vigilance des consommateurs. Ces derniers sont invités à vérifier attentivement les produits qu'ils achètent, surtout lorsqu'il s'agit d'aliments, afin d'éviter de consommer des produits périmés ou potentiellement dangereux pour la santé.

Pôle stage Madagascar : plus de 200 jeunes bénéficiaires pour la 6e édition

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 09 AVRIL 2024

Pour l'amélioration du professionnalisme de l'activité entrepreneuriale industrielle à Madagascar, environ 200 jeunes bénéficieront d'une formation de cinq jours dans le cadre du programme pôle stage Madagascar (PSM). Le lancement de la 6e édition s'est déroulé hier, à Anosy. Les bénéficiaires effectueront leurs stages auprès des membres du syndicat des industries de Madagascar (Sim). La structure permet aux jeunes de trouver plus facilement un stage qui convient à leur parcours académique, avant d'intégrer le monde professionnel. «Nous espérons que ce programme sera adopté au niveau des différentes

régions», a indiqué Ingy Ange Simonia, directeur général de la promotion de l'emploi. A noter que le PSM est une collaboration entre le ministère de l'Industrialisation et du commerce (MIC), le syndicat des industries de Madagascar (Sim) ainsi que le ministère du Travail de l'emploi et de la fonction publique (MTEFop). Par ailleurs, «10 universités ont établi un partenariat pour adhérer au programme et plus de 500 universitaires l'ont déjà bénéficié», selon les explications de Njiva Rakotoarivonona, directeur général de l'Industrialisation.

Excellence aéroportuaire: Antananarivo et Nosy Be accrédités Niveau 2 de l'ACA

ARH. | LES NOUVELLES | 09 AVRIL 2024

Récemment, Ravinala Airports a annoncé une avancée majeure dans son engagement en faveur de la durabilité environnementale. En effet, les aéroports d'Antananarivo et de Nosy Be ont obtenu l'accréditation de niveau 2 «La réduction» de l'Airport Carbon Accreditation (ACA). Cette certification, valable pour une année, a pris effet le 8 février dernier et demeurera en vigueur jusqu'au 7 février 2025. Cette réalisation fait suite à l'obtention du niveau 1 «La cartographie» en 2023 pour ces mêmes aéroports internationaux. «Cette reconnaissance est entièrement en phase avec notre engagement en termes de RSE qui est : Tendre vers des opérations à zéro impact sur l'environnement», a souligné Ravinala Airports dans le communiqué annonçant cette nouvelle, tout en exprimant

sa gratitude envers Envisa pour son accompagnement tout au long de cette démarche. L'ACA, initié par l'Airports Council International Europe (ACI Europe) en 2009, est devenu le standard officiel pour la certification des aéroports. Il met en lumière les efforts exceptionnels en matière de gestion des émissions de carbone, contribuant significativement à l'amélioration de la performance environnementale des aéroports et à la lutte contre le changement climatique. Cette réussite est le fruit d'un engagement continu de Ravinala Airports depuis 2019, témoignant d'une réduction constante de ses émissions. La société a souligné que «Ceci a été rendu possible grâce à la mise en place d'un Plan de Management du Carbone», intégrant toutes les initiatives actuelles et futures de l'entreprise dans ce domaine.

Internet par satellite : Starlink débarque

ITAMARA RANDRIAMAMONJY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 11 AVRIL 2024

Autorisé à s'installer à Madagascar, Starlink prépare son décollage. Une révolution internet s'amorce dans la Grande île, avec des services haut débit prometteurs et une concurrence qui s'intensifie.

Un remodelage du paysage des Télécommunications est en cours. Starlink obtient le feu vert des autorités pour s'installer dans la Grande île. Une fois après avoir fini les procédures d'établissement au pays.



Le ministère du Développement numérique, de la transformation digitale, des postes et des télécommunications annonce l'arrivée «imminente» de cette filiale de l'entreprise Tesla à Madagascar. Selon le

département ministériel, son installation locale est en cours, ainsi que la régularisation de leur situation. Pour le moment, il n'y a pas encore de précisions sur la date à laquelle ce géant de la Télécommunication mondiale est prévu opérer à Madagascar. Toutefois, il devrait encore remplir des conditions techniques en rapport avec leur établissement ici. «Son installation locale est actuellement en cours. Ainsi que la régularisation de sa situation administrative pour l'obtention de sa licence en tant qu'opérateur satellite», fait savoir le MNDPT dans un communiqué relatant les propos de Tahina Razafindramalo, chef de ce département ministériel lundi. Cette future installation de Starlink est le fruit d'une politique de l'état, qui a décidé d'ouvrir le secteur des Télécommunications pour que tous les fournisseurs d'accès à Internet puissent obtenir des licences, à condition d'être en règle par rapport aux exigences du cahier des charges. Haut débit. Sur son site officiel, Starlink annonce néanmoins que ses services pourraient être disponibles au troisième trimestre de cette année. Il s'agit donc d'un changement qui ne va pas passer inaperçu dans le pays.

Données illimitées

La concurrence s'etouffe. Un satellite Starlink peut fournir jusqu'à 25Mb/s de connexion aux usagers. avec des pics de 200 Megabits de débit qui peuvent être atteints. Starlink est en effet en mesure de satisfaire les besoins

de consommation des résidences, entreprises et autres consommateurs, et couvrir une vaste zone. Il s'agit néanmoins de plusieurs offres ciblant des niches définies. Une grille de prix sur son site officiel laisse entrevoir les possibilités de prix dans les offres internet fournis par ces satellites, volant à 550 kilomètres d'altitude. Selon le site 01 net, Il existe six abonnements Starlink à l'heure actuelle. Chaque forfait s'adresse à un usage. Le plus populaire est l'abonnement Starlink Résidentiel. Il permet de s'abonner

au réseau Internet Starlink pour avoir une connexion chez soi. Le forfait concerne donc les particuliers et se distingue du forfait Entreprises. Les données sont illimitées. Il en va de même pour les autres offres, avions, entreprises, bateaux. Les ramifications sont diverses. Le projet compte plus de deux mille satellites gravitant autour du globe jusqu'à maintenant. Les services vendus par Starlink commencent à s'étendre partout dans le monde. En tout cas, cette implantation à Madagascar ne passera pas inaperçu.

Trafic de métaux précieux : 450 grammes d'or pur saisis en ville

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 11 AVRIL 2024

Filature et flagrant délit ! Quatre cent cinquante grammes d'or ont été interceptés par la police des Mines, en collaboration avec les éléments de la police du Ve arrondissement de Mahamasina. Après une analyse dans un laboratoire spécialisé, les résultats ont démontré que cet or était à 98 % pur. Ce qui n'est pas anodin ici est le fait que ces métaux précieux soient interceptés en ville. Selon les explications du ministère des Mines, cet or, disposé en deux lingots, a été saisi pour motif de détention, de transport et de vente sans aucune pièce justificative. Les limiers de l'administration minière soutiennent que les faits imputés aux prévenus sont une violation du code minier,

en se référant à l'article 371 de ce texte juridique. D'après ledit texte, « L'achat, la vente ou la mise en circulation au niveau national de substances minières sans pièces justificatives ou avec des pièces justificatives sciemment établies de façon inexacte » sont considérés comme une violation des réglementations du code minier. En attendant les résultats de l'enquête, ces lingots interceptés seront remis à la Banque centrale qui se chargera de garder un œil dessus. La police, de son côté, essaiera de retracer les réseaux de trafic illicites en vue d'un démantèlement. Une tâche herculéenne, sachant que la capitale est une vraie mine d'or à ciel ouvert.

Madagascar-France : Un financement de 1,5 million d'euros pour la promotion de l'agriculture biologique

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 11 AVRIL 2024

La France, à travers l'Agence Française de Développement et Madagascar, via le Syndicat Malgache de l'Agriculture Biologique (SYMABIO) vient de signer une convention de partenariat dans les locaux du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage à Anosy.

Dans le cadre du renforcement de cette coopération bilatérale, un financement de 1,5 million d'euros est alloué à la promotion de l'agriculture biologique par le biais de la mise en œuvre du projet « Bio'Tsika » qui vise à améliorer les conditions de vie des agriculteurs malgaches. Cette convention de financement à titre de subvention a été signée entre le président national du SYMABIO, Heriniaina Ramboatiana, l'ambassadeur de France à Madagascar, Arnaud Guillois et le directeur de l'AFD, Yves Guicquéro, et ce, en présence du ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, Suzelin Ratohiarijaona. Ce projet qui s'étale sur une période de trois ans, consiste ainsi à encourager les pratiques agricoles respectueuses de l'environnement et à renforcer le bien-être des communautés rurales. Pour ce faire, le SYMABIO va développer deux innovations, à savoir la mise en place des « Territoires à vocation agricole biologique » et du « Système Participatif de Garantie ». Ce qui permettra d'assurer l'émergence d'une dynamique régionale de développement de l'agriculture biologique ainsi que le développement des filières bio. L'accompagnement de la mise en œuvre de la loi sur l'agriculture biologique n'est pas en reste.

Près de 20 000 producteurs bénéficiaires

Ainsi, ce projet élaboré en collaboration avec le ministère de tutelle et bien d'autres partenaires, soutiendra la dynamisation du mécanisme de production



et de commercialisation des produits agro-alimentaires biologiques tout en garantissant la santé humaine, la préservation du capital naturel et l'équité socio-économique. Force est de remarquer que l'agriculture biologique connaît une expansion depuis ces dernières années. Ce secteur touche près de 70 000 exploitants agricoles et représente près de 112 000 ha de surfaces certifiées en 2021 au lieu de 14 000 ha en 2009. La quasi-totalité de la production est tournée vers l'exportation. Toujours dans le cadre de ce projet « Bio'Tsika », près de 20 000 producteurs issus des régions d'Alaoatra Mangoro et d'Atsinanana en seront les bénéficiaires. Des séances de formation leur seront entre autres dispensées. En revanche, le développement de filières porteuses telles que le curcuma, le maïs, le girofle, la vanille, le riz et les légumes, sera priorisé. La mise en place de ces deux innovations sera ainsi opérationnelle dans ces deux régions d'intervention, à titre pilote. Par ailleurs, le projet Bio'Tsika prévoit de renforcer la pérennisation de SYMABIO, un acteur clé de la promotion de l'agriculture biologique à Madagascar.

Recherches scientifiques : Le système aquaponique fait ses preuves

NARINDRA RAKOTOBÉ | MIDI MADAGASCAR | 11 AVRIL 2024

Des avancées. Le système aquaponique a été installé pour la première fois dans la commune rurale de Mangily à Toliara en 2018. La FOFIFA (Centre National de Recherche Appliquée au Développement Rural (FOFIFA) expérimente également cette fusion innovante entre l'hydroponie et l'aquaculture. Ce système a été présenté en exclusivité lors de la visite de Dr Andriamanantena Razafiharison, ministre de l'Enseignement Supérieur et de la recherche scientifique et de Paubert Mahatante, ministre de la Pêche et de l'économie bleue lors de leur visite sur les lieux récemment. Cette méthode révolutionnaire permet d'élever du poisson et de cultiver des légumes simultanément, offrant ainsi une production abondante sur une petite surface. En fusionnant recherche et développement, le ministère de l'Enseignement supérieur démontre son engagement envers la politique gouvernementale axée sur les besoins de la population. Le Dr Andriamanantena Razafiharison n'a pas manqué de souligner l'importance des chercheurs dans le développement du pays et a affirmé que le ministère s'efforce de valoriser les résultats de la recherche pour stimuler le progrès national. Recherches. Toujours dans cette optique de « capitalisation et valorisation de la recherche »,

les neuf centres nationaux de recherche ont été dotés d'équipements informatiques. Cette initiative, réalisée en collaboration avec l'Association NIC-MG, vise à faire de la recherche un pilier essentiel du développement. Dans le cadre des objectifs du ministère qui consistent à faire de la recherche un pilier du développement, une nouvelle variété de riz appelée « mavitrika » a été aussi présentée aux producteurs et aux responsables de vulgarisation et de distribution de semences au CFFAMMA-GR en mars. Il s'agit de résultats de recherches menées par les chercheurs du FOFIFA en collaboration avec ceux du JIRCAS (Japanese International Research Center for Agricultural Sciences). A rappeler que le FOFIFA est l'un des neuf centres de recherche sous tutelle du MESUPRES et ce projet s'inscrit dans la Politique Générale de l'Etat sur l'autosuffisance alimentaire. Les particularités de cette variété de riz reposent sur ses valeurs nutritives. En effet, « mavitrika » est qualifié de « bio-fortifié » grâce à sa forte valeur en zinc. Il est ainsi une palliative à la malnutrition sans oublier les rendements élevés allant de 1,8 tonne/ha sur sol pauvre jusqu'à 4,5 tonnes/ha sur sol riche et fertilisé. La vulgarisation auprès des riziculteurs est prévue pour l'année 2025-2026.

Bilan cent jours : L'ODOF tient le cap

| L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 12 AVRIL 2024

Le bilan des cent jours d'activité du ministère de l'Industrialisation a été présenté hier. L'avancée du programme ODOF a été mise en évidence.

Des impacts positifs sur tous les plans. C'est ce qui ressort du rapport du ministère de l'Industrialisation et du Commerce dirigé par Edgard Razafindravahy hier sur la TVM. Poursuivant sur sa lancée de l'année dernière, les cent jours d'activité du MIC ont permis d'accélérer le programme "One District, One Factory".



À ce jour, le programme de mise en place de petites industries de transformation a touché cinquante-et-un districts où cinquante-et-une machines ont été installées. Vingt-et-une régions ont pu bénéficier de ces unités industrielles. L'objectif de l'État avec le programme ODOF est de produire localement les produits de première nécessité et de réduire ainsi le volume des importations. Il s'agit principalement de transformer sur place les produits de chaque district. Soixante-quinze unités industrielles ont été importées, comprenant dix-huit lignes de production telles que l'huile végétale, le savon, le jus, le miel, les chips, la nouille, le cidre, la canne à sucre, le fromage,

le fruit, la farine de manioc, la farine de grain sec, le concentré de tomate, le café torréfié. La plupart de ces unités industrielles sont déjà en production, à l'image des sucreries de Mahatalaky et d'Antanamifafy, de l'huilerie d'Ankadinondry Sakay, de la fromagerie de Moramanga, de la miellerie de Sambaina Manjakandriana... L'installation de ces usines permet aux paysans de transformer leurs produits et d'éviter que les excédents de production ne pourrissent sur place. La production locale des produits de première nécessité allège également les finances de l'État grâce à la réduction des importations. "Ces derniers temps, la valeur de la monnaie nationale est remontée par rapport aux devises étrangères, principalement parce que les importations ont diminué", observe le ministre Edgard Razafindravahy. Même l'importation de riz, dont le prix commence à baisser sur le marché, a été réduite de moitié entre 2022 et 2023.

Suffisante

Mais des efforts supplémentaires sont nécessaires pour réduire davantage les importations. Le Ministre met un point d'orgue à soutenir l'industrie locale, et limiter les importations de Madagascar au strict nécessaire. Pour le riz, le besoin du marché est estimé à 3 800 000 tonnes alors que la production locale est de 3 400 000 tonnes. Pour le sucre, la consommation atteint 220 000 tonnes pour une production de 90 000 tonnes. La production locale d'huile est suffisante pour couvrir les besoins de consommation, évalués à 56 000 000 de litres. Elle repose néanmoins sur l'importation de produits semi-finis. Les sept huileries de l'ODOF installées à Morondava, Mirinarivo, Ankadinondry Sakay, Anjozorobe, Ampanihy, et Midongy du Sud vont contribuer à augmenter cette production par la transformation de l'arachide. La situation est similaire pour la farine, et les cinq unités ODOF implantées à Mahanoro, Ambovombe, Ihosy, Amboasary

Sud et Ifanadiana qui ont transformé le manioc en farine de manioc. Avec l'approbation du conseil des ministres pour la recherche de partenaires dans la maintenance de ces unités industrielles, le renforcement du statut des sociétés coopératives, et le renforcement des capacités des producteurs, le programme ODOF gagnera en efficacité. En parallèle, la mise en place de l'agropole du Sud-Ouest, PTASO (Programme de Transformation Agro-industrielle du Sud-Ouest), et la réhabilitation de l'usine de sucrerie

de Morondava figurent parmi les priorités du Ministre. Les cent jours ont également concerné d'autres domaines à un niveau interministériel. L'une des préoccupations du MIC est l'amélioration du climat des affaires, l'accès au financement et la mise à disposition d'énergie pour les entreprises. Concernant ce dernier point, la mise en place de plusieurs parcs solaires pour chaque localité figure parmi les solutions au problème de production d'énergie à la base.

Mobilité urbaine : Le secteur des transports en mutation

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 12 AVRIL 2024

La troisième édition du Salon International des Transports, de la Logistique et de la Manutention a ouvert ses portes hier. Elle dévoile les dernières nouveautés de ces secteurs.

Hier, le Salon International dédié à ces secteurs (SITLM), qui en est à sa troisième édition, a ouvert ses portes au parc des expositions Forello à Tanjombato. Avec plus d'une centaine de stands, les myriades d'offres sont exposées aux consommateurs. Adaptation et innovation sont les maîtres-mots. Cela varie entre les offres de géolocalisation, d'envois de colis ou encore de transports. Les exposants rivalisent d'ingéniosité pour faire face à cette «mutation» quasi-incontournable du secteur. C'est le cas de la Société de manutention des marchandises conventionnelles (SMMC). La société est devenue une autorité portuaire. Tsirengue Niriko Rosalien, directeur général de la SMMC, affirme que cette société assure ses activités en gardant à l'esprit que l'évolution du secteur des transports se fait rapidement. «La technologie et l'évolution portuaire se développent à une vitesse exponentielle, nous devons être capables de nous adapter avec la même souplesse. Ainsi, certains changements ont été opérés au niveau de la société. Nous ne nous cantonnons plus à la manutention de marchandises conventionnelles, la société assure également la gestion des ports dans certaines zones de la Grande île,» affirme-t-il. Le transport maritime se développe à vue d'œil. Pourtant, très peu de professionnels du secteur proposent cette solution, alors qu'avec ses cinq mille kilomètres de côtes et un large réseau fluvial, la Grande île pourrait jouer sa carte dans ce domaine. Le transport par voie terrestre constitue la plus grande part de la circulation au niveau national. D'après les



statistiques, il concentre plus de 80% du trafic, 90% de ce ratio étant composé de transports de voyageurs, si l'on se réfère aux derniers chiffres disponibles. Pour le ministère des Transports, l'objectif est de développer cette industrie pour en tirer plus de rentabilité. Connectivité, mobilité et sécurité sont les maîtres-mots. Les infrastructures routières vétustes empêchent néanmoins de tirer parti du potentiel économique du transport routier. La solution se trouve quand même dans l'extension des infrastructures et la mise en place de nouvelles. «Nous allons exhorter les associations de transporteurs à utiliser de nouveaux véhicules. Le pays envisage aussi d'étendre les infrastructures routières dans les grandes villes pour les décongestionner et rentabiliser la circulation en milieu urbain », confie Valéry Ramonjavelo, ministre des Transports et de la Météorologie, lors de l'ouverture du salon hier. Le gouvernement estime que l'industrie des transports peut faire office de levier pour le développement.

Société coopérative : Un nouveau dynamisme dans le secteur agricole

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 12 AVRIL 2024

27 représentants de coopératives agricoles issus des quatre coins de Madagascar ont participé à un atelier de formation et de partage sur les sociétés coopératives. Organisé par l'équipe de la Direction de la Promotion des Entreprises (DPE), cet événement a rassemblé des membres de la Coalition Paysanne de Madagascar (CPM) des 23 régions du pays. Au cœur des discussions, la nouvelle loi 2023.016 du 11 août 2023 régissant les sociétés coopératives a été examinée en détail. Les participants ont également discuté des stratégies et de la gestion efficace nécessaires pour le développement des coopératives agricoles. La diversité des participants a enrichi les échanges. La plupart étaient déjà des membres actifs de sociétés coopératives, tandis que d'autres venaient d'organisations différentes. Suite à cet atelier, plusieurs participants issus d'associations diverses ont exprimé leur désir de former des sociétés

coopératives afin de développer leurs activités productives. Cette démarche témoigne de l'intérêt croissant pour le modèle coopératif et de sa pertinence dans le contexte agricole malgache. La CPM a également affirmé sa volonté de collaboration avec le ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC), qui assure la tutelle des sociétés coopératives. Cette collaboration vise à renforcer le soutien aux coopératives agricoles et à favoriser leur intégration dans l'économie nationale. Cet atelier marque ainsi une étape importante dans la promotion et le développement des coopératives agricoles à Madagascar. En favorisant l'échange de connaissances et le partage d'expériences, il contribue à renforcer la capacité des acteurs du secteur à relever les défis et à saisir les opportunités pour une agriculture plus durable et prospère dans le pays.

FMFP : Plus de 2 000 projets financés et 77 000 salariés formés en 5 ans

R. EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 12 AVRIL 2024

Impact réel. Cinq ans après sa mise en place, le Fonds Malgache de Formation professionnelle (FMFP) affiche un bilan largement positif et atteint son objectif principal qu'est le développement du capital humain à Madagascar.

La célébration du cinquième anniversaire de ce Fonds s'est déroulée, hier au Radisson Blu Hôtel en présence des représentants des cotisants et des partenaires.

Cotisation obligatoire

Créée dans le cadre de la politique nationale de l'emploi et de la formation professionnelle, le FMFP finance, comme son nom l'indique, la formation continue des salariés. Financé par une cotisation obligatoire de 1% de la masse salariale brute des entreprises et organismes cotisants, le FMFP se fixe pour missions de contribuer à l'accroissement par la formation professionnelle des compétences et la qualification des salariés. Les chiffres parlent d'eux-mêmes puisque depuis sa création en 2019, le FMFP a octroyé plus de 42 milliards d'ariary de financements à travers des projets de formation dans 26 régions de Madagascar, permettant à plus de 77 000 salariés dont 49% de femmes, d'acquérir des compétences recherchées par le marché du travail. Cet impact tangible s'est traduit par une meilleure compétitivité des entreprises et une contribution significative à la croissance économique du pays. Loin de se limiter aux entreprises cotisantes, le FMFP a déployé un engagement sans faille envers l'inclusion, en finançant des formations de qualité pour les acteurs du secteur informel regroupés sous le guichet type Équité avec plus de 35 000 personnes formées dans le secteur informel en 5 ans. Micro, petites et très petites entreprises, travailleurs précaires, peu ou pas qualifiés, et jeunes en situation d'apprentissage informel ont ainsi pu bénéficier de cette montée en compétences indispensable.

Défis

Ces réalisations ont de quoi ravir les responsables du FMFP qui ont su relever les défis et s'adapter à la conjoncture pour obtenir des résultats remarquables. « Cela fait donc 5 ans que nous œuvrons ensemble pour garantir la pérennité du FMFP en tant qu'acteur stratégique de la formation professionnelle à Madagascar, avec un mode de gestion qui nous a permis de veiller à ce que la vocation du fonds soit toujours en accord avec les besoins réels des entreprises et des salariés », a déclaré le président du Conseil

d'Administration du FMFP, Jean Michel Ramaroson dans le discours qu'il a prononcé hier. « Le modèle FMFP est une référence en Afrique pour la création de fonds similaires, en étant membre du réseau africain des fonds de formation professionnelle (RAFPRO) depuis 2022 », a-t-il ajouté. Depuis sa création, le FMFP s'est ainsi présenté comme étant un acteur incontournable du maintien de la compétitivité du capital humain malgache face aux mutations du monde du travail : « Le FMFP reste une sentinelle de l'employabilité permettant au capital humain à Madagascar de rester compétitif dans un monde en perpétuelle évolution », a pour sa part annoncé son Directeur Général, Pierre Raelina Andriambololona. La réussite du FMFP s'explique aussi par l'implication des partenaires techniques et financiers que sont l'Agence Française pour le Développement et l'Union européenne.

5 guichets

Sur le plan opérationnel, le FMFP compte 5 guichets de financement dont 3 en faveur des entreprises, un en faveur du renforcement des compétences des acteurs du secteur informel et un autre en faveur des projets d'intérêt national prioritaire qui sont constitués des projets d'envergure répondant aux besoins prioritaires des secteurs en tension à Madagascar. Pour cette année, le FMFP place également la formation en alternance au cœur de sa stratégie. Ce système pédagogique qui combine un apprentissage théorique en centre de formation et une pratique en entreprise, permettra aux jeunes Malgaches d'acquérir les compétences recherchées par les employeurs. Le FMFP étudie la possibilité de soutenir les coûts supportés par les entreprises dans le cadre de ce dispositif. Soucieux d'inclure tous les acteurs de l'économie, le FMFP s'engage également à soutenir le développement de l'apprentissage professionnel dans le secteur informel. Un expert international, appuyé par l'Agence Française de Développement apporte actuellement son expertise au FMFP pour concevoir des programmes adaptés aux besoins spécifiques de ce secteur qui prépare au moins 500 000 jeunes Malgaches à leur entrée sur le marché du travail. L'avenir se présente sous de bonnes perspectives pour le FMFP qui, à l'issue d'un appel à projet lancé en 2023, a décidé de financer 4 projets d'intérêt national prioritaires pour un financement allant de 450 à 600 millions d'ariary.

Marovoay : Plus de 7000 ha de périmètres irrigués réaménagés

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 12 AVRIL 2024

Marovoay a été choisi pour le lancement de la semaine de l'entretien des réseaux hydro-agricoles de contre saison et saison 2024-2025 étant donné que ce district fait partie des greniers à riz de Madagascar. La réhabilitation des infrastructures d'irrigation s'avère indispensable compte tenu de leur vétusté. Seuls 45% des rizières ont accès à une bonne irrigation. Dans le cadre des actions réalisées en 100 jours, le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage a pu réaménager plus de 7 000 ha de périmètres irrigués dans les

secteurs 4,5 et 6 à Marovoay via le projet PADAP financé par la Banque mondiale. En outre, des canaux d'irrigation ayant une longueur totale de 3 km y ont été curés et entretenus lors du lancement de cet événement, hier. Des intrants agricoles, des cartes de producteurs et des matériels et équipements agricoles ont été distribués à cette occasion. L'objectif consiste à améliorer le rendement de productivité en vue d'atteindre l'autosuffisance alimentaire.

SITLM: un carrefour d'opportunités économiques

ARH. | LES NOUVELLES | 12 AVRIL 2024

Sous les auspices du ministère des Transports et de la météorologie, le Salon International des Transports, de la Logistique et de la Manutention (SITLM) a ouvert ses portes, hier au parc des expositions Forello Tanjombato, en partenariat avec le Forello Expo. Cette troisième édition réunit les principaux acteurs du secteur tant nationaux qu'internationaux, dans une dynamique de coopération et de promotion économique.

Le salon regroupant des participants venant de quatre pays différents, s'affirme comme une vitrine de promotion de l'économie malgache et de la coopération avec les partenaires étrangers. Les organismes affiliés au ministère des Transports et de la météorologie, tels que le SMMC et le SPAT, exposent leurs activités, mettant en lumière les avancées et opportunités dans le domaine de la logistique et de la manutention à Madagascar. Lors de la cérémonie d'ouverture d'hier, le ministre des Transports et de la météorologie, Valéry Ramonjavelo, a réaffirmé l'engagement de son département à « faire du secteur des transports un levier de développement économique et social ». Soulignant les efforts pour améliorer les infrastructures de transport afin de répondre aux besoins croissants des usagers, il a également mis en avant les initiatives visant à créer des

opportunités d'emploi pour les jeunes, en cohérence avec les objectifs du Politique général de l'État (PGE).

Plateforme d'échanges

Gérard Monloup, président et promoteur d'opérations de Hazovato, a évoqué les nouvelles orientations, notamment en matière d'écoresponsabilité, un enjeu crucial pour Madagascar. En effet, Hazovato, en tant qu'acteur sensible à la préservation de l'environnement, s'engage également en faveur du développement durable et de l'économie circulaire. Pour sa part, la directrice de Hazovato Forello Expo, Laélia Monloup, a mis l'accent sur la notoriété de ces salons en tant que moteurs de l'économie nationale, avec le soutien des ministères et des partenaires institutionnels. Elle a affirmé que « le SITLM se positionne comme une plateforme d'échanges, de rencontres et d'innovations au service du développement économique et social du pays ». En marge des expositions, des conférences sont prévues tout au long du salon. Hier, le ministre a pris part à une conférence sur « Le renforcement des capacités comme levier pour les opérateurs du transport, de la logistique et de la manutention », soulignant l'importance de la formation continue pour assurer la pérennité et la compétitivité du secteur.